

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Terrain de la Mairie

1 place du 19 mars 1962
24160 Saint-Médard-D'excideuil

Références : FF/Ubd 24-47/014/2026
Code AIOT : 0100307251

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement Terrain de la Mairie implanté 717 Route de la Loue parcelle 000/AO/0355 24160 Saint-Médard-d'Excideuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terrain de la Mairie
- 717 Route de la Loue parcelle 000/AO/0355 24160 Saint-Médard-d'Excideuil
- Code AIOT : 0100307251
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un terrain, propriété de la commune, sur lequel a été déversé une grande quantité de matériaux inertes diverses (gravats, déchets de chantiers, terre,...) et de déchets non-dangereux (plastiques, pneus, déchets verts,...).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.511-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En l'état, les seuils de classement en déclarations pour les rubriques ICPE applicables (2716 et 2517) ne semblent pas avoir été dépassé. Il est cependant rappelé à l'exploitant la nécessité de veiller au respect des réglementations applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.511-1
Thème(s) : Illégaux, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il a été constaté des dépôts divers sur une surface d'environ 2000 m² constitués :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. en majorité de déchets de bâtiments - travaux public : gravats, pierres (tailles diverses), graviers et sables parfois en mélanges hétérogènes avec de la terre, poteaux, bordures de trottoirs, buses et blocs de bétons; 2. en faible quantité (inférieur à 100 m³) : <ul style="list-style-type: none"> ○ de morceaux de métal et de plastiques (pots de fleurs, fleurs factices, pneus,...); ○ de morceaux d'enrobés; ○ de déchets végétaux (tontes, fleurs, branchages, souches calcinées, broyats,...) ; <p>À noter que le service des installations classées ne dispose d'aucun dossier concernant une installation classée dûment autorisée en exploitation sur ce site.</p>

Ce site est susceptible de constituer une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), au regard des rubriques de la nomenclature ICPE :

- 2716 : transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719, dont le seuil de déclaration est de 100m³, notamment en raison de la présence de plastiques, métaux et morceaux d'enrobé.
- 2517 : station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques dont le seuil de déclaration est des 5000m².

Il est rappelé à la mairie que dans le cas où les seuils de déclaration serait dépassés il sera nécessaire de remplir les formalités administratives relatives à la déclaration de ce site pour l'une et / ou l'autre de ces rubriques.

Le service de l'inspection (ICPE), rappelle également la nécessité de trier les différents déchets (matières plastiques, métaux,...) des matières susceptibles d'être réutilisées, et de procéder régulièrement à leur évacuation.

Type de suites proposées : Sans suite